

Déclarations / communiqués

## Cheminade : soyons clairs sur le Venezuela

mardi 5 février



### SOYONS CLAIRS SUR LE VENEZUELA

*Déclaration de Jacques Cheminade, président de Solidarité et Progrès*

Paris, le 4 février 2019 - « *Les Vénézuéliens ont le droit de s'exprimer librement et démocratiquement* », vient de déclarer le président de la République française. Nous ne pouvons que soutenir ce jugement de valeur. Cependant, en même temps, Emmanuel Macron a annoncé sur Twitter que « *la France reconnaît Juan Guaido comme 'président en charge' pour mettre en œuvre un processus électoral* ». Il s'agit là d'une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat, ce que le même Emmanuel Macron avait refusé de faire en ce qui concerne l'Egypte. Il est vrai que ce pays achète nos Rafales et nos frégates et vit sous perfusion financière de l'Arabie saoudite, qui fait la guerre au Yémen avec notre soutien. Or il est difficile de dire que l'on s'exprime librement en Egypte ou en Arabie saoudite. On a donc bien deux poids, deux mesures, témoignage de cynisme et non de principes.

Au Venezuela, quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur la présidence de Nicolas Maduro, M. Macron prend le parti d'une « révolution de couleur » du type de celles qui ont été conçues à Cambridge et recyclées par les autorités américaines. Cette intervention sent le pétrole : la menace d'une intervention militaire américaine en fait monter le prix, alors que les gros producteurs de gaz de schiste voyaient leur existence financière menacée par sa baisse. En outre, le contrôle des champs pétrolifères vénézuéliens a toujours fait partie (et aujourd'hui plus que jamais) d'une vision impériale anglo-américaine.

Au lieu d'éviter au président Trump de provoquer un drame en écoutant ses néoconservateurs, comme l'administration Bush le fit en Irak (ce que Trump lui-même déplore aujourd'hui), Emmanuel Macron se mêle d'une affaire qui ne regarde que ses propres conseillers néoconservateurs et néolibéraux.

Cette ingérence française est contraire à la doctrine gaullienne de respect des souverainetés nationales que Macron prétend par ailleurs défendre.

L'on pourrait ajouter que la posture d'un donneur de leçons dans la maison d'autrui risque de lui attirer des ennuis dans la sienne propre. Il est certain président dans le monde qui a reconnu avoir été « élu par effraction », n'ayant obtenu que 18,19 % des voix des électeurs inscrits lors du premier tour de son élection présidentielle et 43,63 % au second, dont plus de la moitié ont voté pour lui « par défaut ». De plus, ce président réprime actuellement des manifestants avec des dispositifs interdits dans de nombreux autres pays où « l'on s'exprime librement et démocratiquement », causant des blessures graves et souvent irréversibles à plus d'une centaine d'entre eux.

Bien entendu, le Venezuela n'est ni le monde ni la France. C'est cependant un très dangereux détonateur. Les intérêts des Etats-Unis, mais aussi ceux de la Chine, de la Russie et même de la Turquie sont en jeu là-bas. M. Macron ne doit donc pas devenir un Petit Prince marchant en somnambule sur un champ de mines. Au lieu de jouer avec le feu, la solution serait de promouvoir une nouvelle architecture mondiale de paix par le développement mutuel, servant les intérêts communs de l'humanité.

---